

Énoncé de position des Diététistes du Canada sur l'insécurité alimentaire des ménages au Canada

Mars 2024

Position des Diététistes du Canada

Les diététistes du Canada sont d'avis que l'insécurité alimentaire des ménages :

1. Découle de ressources financières insuffisantes pour acheter des aliments;
2. Est un problème de santé publique important, grave et évitable qui a de profondes répercussions sur la santé mentale et physique des personnes touchées et qui exerce une pression sur le système de soins de santé;
3. Affecte de manière disproportionnée les ménages racialisés, notamment les ménages autochtones, en raison des inégalités systémiques et structurelles et du colonialisme de peuplement;
4. Peut être résolue par des politiques économiques progressistes qui font en sorte d'augmenter le revenu des ménages;
5. Ne peut pas être résolue par l'aide alimentaire, la récupération des déchets alimentaires ou les programmes alimentaires communautaires.

Les diététistes ont un rôle essentiel à jouer en s'attaquant aux causes et aux conséquences de l'insécurité alimentaire des ménages par l'entremise de représentations fondées sur des données probantes et de soins dignes et centrés sur les personnes en situation d'insécurité alimentaire.

Survol de l'insécurité alimentaire des ménages au Canada

Qu'est-ce que l'insécurité alimentaire des ménages?

Au Canada, l'insécurité alimentaire des ménages désigne un accès incertain ou inadéquat à la nourriture en raison de contraintes financières (1). Il s'agit d'une mesure de la défavorisation matérielle que l'on peut représenter sur un spectre (1) :



Sécurité alimentaire

aucun problème d'accès aux aliments lié au revenu



Insécurité alimentaire marginale

crainte de manquer d'aliments ou de devoir restreindre les choix alimentaires en raison d'un manque de ressources financières



Insécurité alimentaire modérée

diminution de la qualité et/ou de la quantité des aliments pour les faire durer plus longtemps en raison d'un manque de ressources financières



Insécurité alimentaire grave

réduction de l'apport alimentaire ou obligation de sauter des repas en raison d'un manque de ressources financières

L'insécurité alimentaire n'est pas la même chose que la faim, bien que ces deux termes soient souvent confondus. La faim est la sensation physique d'inconfort ou de douleur ressentie par une personne lorsqu'elle n'a pas assez mangé, alors que l'insécurité alimentaire est le manque d'accès à des aliments sains, nutritifs et culturellement acceptables en quantité suffisante pour permettre une croissance et un développement normaux et une vie saine (2,3). L'insécurité alimentaire est le

résultat des conditions économiques et sociales qui influencent la capacité d'un ménage à accéder à des aliments ou à en acheter (3). Bien que la faim puisse résulter d'une insécurité alimentaire grave, une distinction importante est que la faim peut être temporairement assouvie par des interventions alimentaires, alors que seules les interventions économiques qui font en sorte d'augmenter le revenu des ménages peuvent résoudre l'insécurité alimentaire des ménages.

L'insécurité alimentaire des ménages et l'insécurité alimentaire sont-elles synonymes?

Non, mais elles sont liées. L'insécurité alimentaire est un terme plus large qui désigne une absence d'accès constant à une quantité suffisante d'aliments sains, nutritifs et culturellement adaptés dans une région géographique donnée (2). Ce manque d'accès peut être dû à divers facteurs, tels des événements météorologiques, des interruptions du transport, des guerres ou des incertitudes économiques (4). Pour sa part, l'insécurité alimentaire des ménages désigne spécifiquement l'incapacité d'un ménage à accéder à des aliments en raison de contraintes financières (1).

Comment mesure-t-on l'insécurité alimentaire des ménages au Canada?

Au Canada, l'insécurité alimentaire des ménages se mesure à l'aide du Module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages, un outil validé qui fait partie de l'*Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes* depuis 2005 et de l'*Enquête canadienne sur le revenu* depuis 2019 (5). À cet égard, l'*Enquête canadienne sur le revenu* sous-estime probablement la prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages parce qu'elle exclut les membres des Premières Nations vivant dans les réserves et les personnes sans-abri, qui sont particulièrement exposées au risque d'insécurité alimentaire (1). Par ailleurs, il est important de noter que les méthodes de mesure de l'insécurité alimentaire des ménages au Canada n'ont pas été élaborées en collaboration avec les dirigeants, aînés ou gardiens du savoir autochtones et qu'elles sont donc susceptibles de ne pas refléter les priorités des communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis (5).

Quelle est l'ampleur du problème de l'insécurité alimentaire des ménages au Canada?

L'insécurité alimentaire des ménages est un problème majeur au Canada. En 2022, près d'un ménage sur cinq (17,8 %) dans les dix provinces a déclaré avoir connu un certain niveau d'insécurité alimentaire au cours de l'année précédente (1). Le nombre de ménages en situation d'insécurité alimentaire a augmenté de 312 000 en 2022 par rapport à 2021, et la moitié d'entre eux étaient des ménages composés d'un couple avec des enfants de moins de 18 ans (1). Cette augmentation fait suite à une période de trois ans de taux relativement stables et représente le taux le plus élevé d'insécurité alimentaire des ménages depuis 17 ans, soit depuis que le Canada fait un suivi de cet enjeu (1).

Parmi les provinces, celles de l'Atlantique, de l'Alberta et de la Saskatchewan affichent les taux les plus élevés d'insécurité alimentaire des ménages (entre 20 et 23 %), alors que l'Ontario compte le plus grand nombre de personnes vivant dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire, soit plus de 2,8 millions de personnes (1).

Il est difficile de mesurer l'insécurité alimentaire des ménages dans les territoires. Toutefois, les données probantes

suggèrent qu'elle est plus répandue chez les Inuits vivant dans la région de l'Inuit Nunangat, qui comprend la partie nord-ouest des Territoires du Nord-Ouest, certaines parties du Labrador, le nord du Québec et le Nunavut (6,7). Par exemple, la prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages au Nunavut a été estimée à 46 % en 2021 (8).

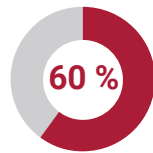


En 2022, près d'un enfant de moins de 18 ans sur quatre au Canada a connu l'insécurité alimentaire, dont plus de 1,2 million d'enfants vivant dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave (1).

Quelle est la cause première de l'insécurité alimentaire des ménages?

Le manque d'argent pour acheter des aliments est la cause principale de l'insécurité alimentaire des ménages. Les taux d'insécurité alimentaire sont nettement plus élevés dans les ménages à faible revenu, et ces taux diminuent généralement à mesure que le revenu augmente (1). En 2022, environ 20 % des ménages gagnant moins de 20 000 \$ par année ont connu une situation d'insécurité alimentaire grave (1). Le taux d'insécurité alimentaire grave était d'environ 10 % dans les ménages ayant un revenu annuel compris entre 40 000 \$ et 50 000 \$, et de 4 % dans ceux dont le revenu annuel oscillait entre 70 000 \$ et 80 000 \$ (1).

Les ménages dont la principale source de revenus provient des programmes d'assistance sociale sont 3,2 fois plus susceptibles de vivre de l'insécurité alimentaire que ceux dont les revenus proviennent de salaires (9). Les taux élevés d'insécurité alimentaire parmi les ménages bénéficiant de l'assistance sociale indiquent que ces programmes sont inadéquats et ne permettent pas aux ménages de répondre à leurs besoins de base, y compris l'achat d'aliments.



Par ailleurs, l'emploi ne garantit pas la sécurité alimentaire. En 2022, 60 % des ménages en situation d'insécurité alimentaire ont indiqué que les salaires constituaient leur principale source de revenus (1).

Sans revenus suffisants, les ménages en situation d'insécurité alimentaire sont souvent contraints de recourir à des stratégies d'adaptation pour répondre à leurs besoins de base, notamment en retardant le paiement de factures, en annulant des services ou en modifiant leur budget alimentaire et en s'approvisionnant autrement (p. ex. en faisant appel à des banques alimentaires ou à d'autres programmes alimentaires caritatifs) (5,10). Les parents (en particulier les mères) des ménages en situation d'insécurité alimentaire, s'acharnent pour que leurs enfants aient suffisamment à manger, souvent en ne mangeant pas assez eux-mêmes pour le bien-être de leurs enfants (5).

Qui est à risque d'insécurité alimentaire?

Un faible revenu n'est pas le seul facteur de risque d'insécurité alimentaire des ménages. En raison d'inégalités systémiques et structurelles, divers facteurs sociodémographiques sont associés à un risque accru d'insécurité alimentaire des ménages, notamment la race, le niveau d'éducation, la structure du ménage et le statut d'accession à la propriété. Par exemple, les taux d'insécurité alimentaire des ménages sont plus élevés chez les Noirs, les Philippins et les Arabes que chez les Blancs (1,11). De façon similaire, les ménages autochtones sont 1,5 fois plus susceptibles de vivre de l'insécurité alimentaire que les ménages non autochtones (9). D'autres facteurs sont associés à un risque accru d'insécurité alimentaire, à savoir le fait de (9,12,13) :

- Recevoir de l'assistance sociale
- Avoir un niveau d'éducation inférieur à un diplôme de premier cycle universitaire
- Être une femme monoparental
- Être locataire
- Avoir un handicap
- Être une personne âgée vivant dans le Nord

L'insécurité alimentaire chez les ménages autochtones

Les peuples autochtones (c.-à-d. les Premières Nations, les Inuits et les Métis) sont les gardiens du territoire depuis des temps immémoriaux, aujourd'hui le Canada. Ces derniers cultivent des systèmes alimentaires durables et résilients depuis des millénaires. Le colonialisme de peuplement et le génocide culturel ont perturbé ces systèmes alimentaires et entraîné des taux d'insécurité alimentaire disproportionnellement élevés dans les ménages autochtones (14). En 2022, un tiers des Autochtones des dix provinces vivaient dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire, et ce chiffre est probablement une sous-estimation, puisqu'il n'inclut pas les données des territoires et des Premières Nations vivant dans les réserves (1).

Comme les ménages non autochtones, les ménages autochtones sont plus susceptibles de vivre de l'insécurité alimentaire s'ils ont de faibles revenus (6,14). En outre, plusieurs facteurs uniques ont une incidence négative sur la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation des aliments par les ménages autochtones et sont responsables de l'incidence disproportionnée de l'insécurité alimentaire au sein de ces ménages, notamment (14) :

- Des politiques gouvernementales qui restreignent ou interdisent la récolte et/ou la chasse d'aliments traditionnels/régionaux

- Une diminution de la disponibilité des aliments traditionnels/régionaux (p. ex. faune, poisson) jumelée à une détérioration de la santé des espèces en raison des changements climatiques
- L'absence d'un chasseur actif dans le ménage, en partie en raison de la hausse des coûts de la chasse
- La perte des connaissances et des compétences traditionnelles liées à la culture, à l'acquisition et à la préparation des aliments traditionnels/régionaux
- Un affaiblissement des réseaux de partage d'aliments, en partie en raison de l'évolution des structures sociales
- La faible disponibilité, la mauvaise qualité et les coûts élevés des aliments offerts en épicerie
- Le manque d'accès aux épiceries et/ou au transport pour s'y rendre

Ces facteurs sont dus aux effets durables du colonialisme, à l'assimilation forcée, à l'affaiblissement de l'autodétermination, aux conséquences intergénérationnelles des pensionnats, à la perturbation du transfert de connaissances entre les générations, aux politiques qui restreignent l'accès à la terre, à la pollution de l'environnement et aux changements climatiques (6,14).

Quel est l'impact de l'insécurité alimentaire sur la santé mentale et physique et sur l'utilisation du système de soins de santé?

L'insécurité alimentaire des ménages a de graves conséquences sur la santé mentale et physique des personnes concernées. Par exemple, les jeunes (de 12 à 24 ans) vivant dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire étaient plus susceptibles de déclarer avoir une santé mentale passable ou mauvaise, un trouble de l'humeur ou d'anxiété, ou un trouble émotionnel que leurs pairs vivant dans des ménages en situation de sécurité alimentaire (15). Les personnes en situation d'insécurité alimentaire grave sont 1,4 fois plus susceptibles de mourir prématurément que les personnes en situation de sécurité alimentaire, et les taux de maladies chroniques (p. ex. diabète, hypertension artérielle) augmentent généralement à mesure que la situation de sécurité alimentaire se dégrade (1,16,17). En outre, les adultes issus de ménages en situation d'insécurité alimentaire sont plus susceptibles de ne pas se procurer les médicaments qui leur ont été prescrits, d'en reporter l'achat, de réduire la dose par rapport à celle prescrite ou de sauter des doses pour composer avec leur situation financière, ce qui peut nuire à la santé et accroître le recours au système de soins de santé (18).

Sur les quelque 155 milliards de dollars dépensés en soins de courte durée entre 2011 et 2017, on estime que 6,2 milliards ont été attribuables à des coûts excédentaires dus à l'insécurité alimentaire (19).

L'utilisation et les coûts du système de soins de santé augmentent à mesure que l'insécurité alimentaire s'aggrave. En effet, les données probantes suggèrent que les personnes en situation d'insécurité alimentaire sont plus susceptibles de se rendre aux urgences, d'être hospitalisées aux soins de courte durée et de rester plus longtemps à l'hôpital que les personnes issues de ménages en situation de sécurité alimentaire (même en tenant compte de facteurs de confusion tels que l'âge, le niveau d'éducation et la consommation d'alcool) (19-21).

Que savons-nous sur les interventions basées sur l'alimentation et l'insécurité alimentaire des ménages?

L'aide alimentaire d'urgence fournie par le secteur alimentaire caritatif (p. ex. les banques alimentaires) est l'approche prédominante pour lutter contre l'insécurité alimentaire des ménages au Canada, mais les banques alimentaires ne desservent qu'environ 20 % des ménages en situation d'insécurité alimentaire et ne disposent pas de ressources suffisantes pour répondre à la demande des clients (10). Même si les banques alimentaires disposaient de ressources suffisantes, elles constitueraient une solution inadéquate à l'insécurité alimentaire des ménages, car elles ne s'attaquent pas à sa cause profonde, à savoir le manque de revenus.

La récupération des déchets alimentaires comestibles au profit du secteur alimentaire caritatif suscite un intérêt croissant pour remédier à l'insécurité alimentaire des ménages et réduire l'impact du gaspillage alimentaire sur l'environnement (22). Or, cette approche est inadéquate, car elle s'attaque à la faim et non pas à l'insécurité alimentaire, et elle est stigmatisante et indigne, car elle suggère que les déchets alimentaires sont acceptables pour les personnes vivant dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire (22).

Les programmes communautaires, tels que les programmes de littératie alimentaire ou financière, les programmes alimentaires scolaires, les jardins communautaires et les cuisines communautaires sont souvent présentés comme des solutions à l'insécurité alimentaire des ménages (1). Bien que ces programmes offrent d'importants avantages sur le plan social et de la santé (p. ex. création de liens sociaux, augmentation de la consommation de légumes et de fruits) et qu'ils puissent soulager la faim à court terme, la recherche a montré qu'ils ne diminuent pas les taux d'insécurité alimentaire des ménages, car l'insécurité alimentaire est le résultat d'un revenu insuffisant et non pas d'un déficit de connaissances ou de compétences (23-26).

Recommandations

Des politiques économiques qui garantissent un revenu adéquat aux ménages sont essentielles pour réduire l'insécurité alimentaire. En effet, les données probantes et la modélisation indiquent clairement qu'un salaire minimum décent et une hausse des sommes versées par les programmes d'assistance sociale, par exemple l'Allocation canadienne pour enfants, l'assurance-emploi, le Régime de pensions du Canada, la Sécurité de la vieillesse et les programmes d'aide financière au logement, réduisent le risque d'insécurité alimentaire des ménages (27-33).

Par conséquent, Les diététistes du Canada recommandent aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux de :

- Fixer et instaurer un revenu de base afin que tous les Canadiennes et Canadiens puissent répondre à leurs besoins de base, ce qui comprend de pouvoir acheter des aliments sains, nutritifs et culturellement acceptables en quantité suffisante
- Bonifier les crédits d'impôt existants, les paiements de transfert aux particuliers et les autres politiques économiques qui font en sorte de réduire la pauvreté, notamment en indexant ces programmes en fonction de l'inflation
- Appliquer une approche fondée sur l'équité en matière de santé lors de l'élaboration de politiques économiques visant à remédier au fardeau inéquitable et injuste que représente l'insécurité alimentaire des ménages en s'appuyant sur des facteurs sociodémographiques tels que la race, le niveau d'éducation, la structure du ménage et le statut d'accès à la propriété

Les ménages autochtones présentent des taux d'insécurité alimentaire disproportionnellement plus élevés, non seulement en raison de revenus insuffisants, mais aussi à cause de facteurs uniques qui affectent la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation des aliments. Par conséquent, Les diététistes du Canada recommandent d'employer une approche qui respecte et favorise l'autonomie des Premières Nations, des Inuits et des Métis afin de :

- Soutenir les systèmes alimentaires autochtones et le droit des communautés à définir leurs systèmes alimentaires et à contrôler les décisions qui y sont liées
- Supprimer les obstacles politiques qui limitent ou interdisent les activités alimentaires liées aux ressources naturelles
- Mettre en œuvre des politiques et des stratégies qui améliorent la disponibilité, l'abordabilité et la qualité des aliments dans les épiceries

Une surveillance régulière et des rapports sur la prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages au Canada forment un élément essentiel de l'évaluation de l'impact des politiques économiques. Par conséquent, Les diététistes du Canada recommandent de :

- Poursuivre la collecte annuelle de données sur l'insécurité alimentaire des ménages dans toutes les régions du pays
- Analyser annuellement l'état de l'insécurité alimentaire au Canada et produire des rapports publics à ce sujet
- Évaluer régulièrement l'impact des politiques économiques sur l'insécurité alimentaire des ménages et renforcer les politiques visant à en maximiser l'efficacité

Les diététistes en action

Tous les diététistes peuvent jouer un rôle essentiel en s'attaquant aux causes de l'insécurité alimentaire des ménages par les moyens suivants :

- Faire de la représentation à tous les niveaux de gouvernement pour des solutions basées sur le revenu
- S'informer sur le colonialisme au Canada et son impact sur les systèmes alimentaires autochtones
- Soutenir les systèmes alimentaires autochtones locaux
- Mener une réflexion sur le rôle de la diététique dans le maintien de systèmes qui perpétuent les inégalités
- Sensibiliser et éduquer les Canadiennes et les Canadiens aux causes et aux conséquences de l'insécurité alimentaire des ménages

Les diététistes qui travaillent directement avec des clients peuvent jouer un rôle dans la lutte contre les conséquences de l'insécurité alimentaire des ménages par les moyens suivants :

- Discuter des obstacles financiers avec les clients
- Apprendre quels sont les programmes d'aide financière offerts dans leur province ou territoire, et découvrir comment diriger les clients vers ces ressources
- Fournir des conseils réalistes, réalisables et centrés sur la personne en matière de nutrition et de santé aux clients en situation d'insécurité alimentaire des ménages

Remerciements

Les diététistes du Canada tiennent à remercier les auteurs qui ont contribué à cet énoncé de position, notamment Marissa Alexander, R.D., Laurel Burton, R.D. et Megan Charlish, M.H.P., R.D. Nous remercions tout particulièrement Megan Bale-Nick, M.H.P., R.D., et les équipes de direction des réseaux Insécurité alimentaire des ménages et Connaissances sur la nutrition autochtone des Diététistes du Canada, ainsi que les dizaines d'autres experts et réviseurs qui ont participé à l'élaboration de cet énoncé de position.

Références

1. Li T, Fafard St-Germain A, Tarasuk V. Household food insecurity in Canada, 2022. Toronto (ON): Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF); 2023 Nov 19 [cited 2023 Dec 12]. Available from: <https://proof.utoronto.ca/resource/household-food-insecurity-in-canada-2022/>
2. Food and Agriculture Organization of the United Nations. Hunger and food insecurity [Internet]. Available from: <http://www.fao.org/hunger/en/>
3. US Department of Agriculture Economic Research Service. Definitions of Food Security [Internet]. 2023 Oct 25 [cited 2023 Nov 16]. Available from: <https://www.ers.usda.gov/topics/food-nutrition-assistance/food-security-in-the-u-s/definitions-of-food-security/>
4. Food and Agriculture Organization of the United Nations, World Trade Organization, World Bank Group. Rising global food insecurity: Assessing policy responses. Rome, Italy: Food and Agriculture Organization of the United Nations; 2023 Apr 6.
5. Dietitians of Canada. Household food insecurity background. In: Practice-based Evidence in Nutrition® [PEN]. 2022 Nov 09 [cited 2023 Dec 1]. Available from: <https://www.pennutrition.com/KnowledgePathway.aspx?kpid=15294&trid=19092&trcatid=38>. Access only by subscription. Click Sign Up on PEN login page.
6. Inuit Tapiriit Kanatami. Inuit Nunangat Food Security Strategy. Ottawa (ON): Inuit Tapiriit Kanatami; 2021 Jul [cited 2024 Jan 8]. Available from: <https://www.itk.ca/projects/inuit-nunangat-food-security-strategy-2/>
7. Inuit Tapiriit Kanatami. About Canadian Inuit [Internet]. Available from: <https://www.itk.ca/about-canadian-inuit/>
8. Statistics Canada. The Daily – Canadian Income Survey: Territorial estimates, 2021 [Internet]. Ottawa (ON): Government of Canada; 2023 Jun 21 [cited 2023 Nov 29]. Available from: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/230621/dq230621c-eng.htm>
9. Tarasuk V, Fafard St-Germain AA, Mitchell A. Geographic and socio-demographic predictors of household food insecurity in Canada, 2011-12. BMC Public Health. 2019 Jan 3;19(1):12.
10. Tarasuk V, Fafard St-Germain AA, Loopstra R. The Relationship Between Food Banks and Food Insecurity: Insights from Canada. Voluntas. 2020 Oct 1;31(5):841–52.
11. Dhunna S, Tarasuk V. Black-white racial disparities in household food insecurity from 2005 to 2014, Canada. Can J Public Health. 2021 Oct;112(5):888–902.
12. Schwartz N, Buliung R, Wilson K. Disability and food access and insecurity: A scoping review of the literature. Health Place. 2019 May;57:107-121.
13. Leroux J, Morrison K, Rosenberg M. Prevalence and Predictors of Food Insecurity among Older People in Canada. Int J Environ Res Public Health. 2018 Nov 9;15(11):2511.
14. Shafiee M, Keshavarz P, Lane G, Pahwa P, Szafron M, Jennings D, et al. Food Security Status of Indigenous Peoples in Canada According to the 4 Pillars of Food Security: A Scoping Review. Adv Nutr. 2022 Jul 25;13(6):2537–58.
15. Men F, Elgar FJ, Tarasuk V. Food insecurity is associated with mental health problems among Canadian youth. J Epidemiol Community Health. 2021 Aug;75(8):741–8.

16. Men F, Gundersen C, Urquia ML, Tarasuk V. Association between household food insecurity and mortality in Canada: a population-based retrospective cohort study. *CMAJ*. 2020 Jan 20;192(3):E53–60.
17. PROOF Food Insecurity Policy Research. The impact of food insecurity on health [Internet]. Toronto (ON): Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF); 2016 Jun 27 [cited 2023 Dec 1]. Available from: <https://proof.utoronto.ca/resource/the-impact-of-food-insecurity-on-health/>
18. Men F, Gundersen C, Urquia ML, Tarasuk V. Prescription medication nonadherence associated with food insecurity: a population-based cross-sectional study. *CMAJ Open*. 2019;7(3):E590–7.
19. Men F, Gundersen C, Urquia ML, Tarasuk V. Food Insecurity Is Associated With Higher Health Care Use And Costs Among Canadian Adults. *Health Aff (Millwood)*. 2020 Aug;39(8):1377–85.
20. Tarasuk V, Cheng J, Gundersen C, de Oliveira C, Kurdyak P. The Relation between Food Insecurity and Mental Health Care Service Utilization in Ontario. *Can J Psychiatry*. 2018 Aug;63(8):557–69.
21. Men F, Urquia ML, Tarasuk V. Pain-driven emergency department visits and food insecurity: a cross-sectional study linking Canadian survey and health administrative data. *CMAJ Open*. 2022;10(1):E8–18.
22. Pollard CM, Booth S. Food Insecurity and Hunger in Rich Countries-It Is Time for Action against Inequality. *Int J Environ Res Public Health*. 2019 May 21;16(10):1804.
23. Huisken A, Orr SK, Tarasuk V. Adults' food skills and use of gardens are not associated with household food insecurity in Canada. *Can J Public Health*. 2017 Mar 1;107(6):e526–32.
24. Buck-McFadyen EV. Rural food insecurity: When cooking skills, homegrown food, and perseverance aren't enough to feed a family. *Can J Public Health*. 2015 Mar 12;106(3):e140-146.
25. Kirkpatrick SI, Tarasuk V. Food insecurity and participation in community food programs among low-income Toronto families. *Can J Public Health*. 2009;100(2):135–9.
26. Graham R, Stolte O, Hodgetts D, Chamberlain K. Nutritionism and the construction of "poor choices" in families facing food insecurity. *J Health Psychol*. 2018 Dec;23(14):1863–71.
27. Men F, Fafard St-Germain AA, Ross K, Remtulla R, Tarasuk V. Effect of Canada Child Benefit on Food Insecurity: A Propensity Score-Matched Analysis. *Am J Prev Med*. 2023 Jun;64(6):844–52.
28. Brown EM, Tarasuk V. Money speaks: Reductions in severe food insecurity follow the Canada Child Benefit. *Prev Med*. 2019 Dec;129:105876.
29. Men F, Tarasuk V. Employment Insurance may mitigate impact of unemployment on food security: Analysis on a propensity-score matched sample from the Canadian Income Survey. *Prev Med*. 2023 Apr;169:107475.
30. Men F, Urquia ML, Tarasuk V. The role of provincial social policies and economic environments in shaping food insecurity among Canadian families with children. *Prev Med*. 2021 Jul;148:106558.
31. Li N, Dachner N, Tarasuk V. The impact of changes in social policies on household food insecurity in British Columbia, 2005-2012. *Prev Med*. 2016 Dec;93:151–8.
32. McIntyre L, Dutton DJ, Kwok C, Emery JCH. Reduction of Food Insecurity among Low-Income Canadian Seniors as a Likely Impact of a Guaranteed Annual Income. *Canadian Public Policy*. 2016 Sep;42(3):274–86.
33. Loopstra R, Dachner N, Tarasuk V. An Exploration of the Unprecedented Decline in the Prevalence of Household Food Insecurity in Newfoundland and Labrador, 2007–2012. *Canadian Public Policy*. 2015 Sep;41(3):191–206.